



## La situation à Gaza

[Questions n° P2841 à P2847 – 17.05.2018 – 14 h 28]

*Le lundi 14 mai, date du déménagement de l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv vers Jérusalem, l'armée israélienne a réprimé dans le sang une manifestation palestinienne organisée à la frontière de la bande de Gaza. Le bilan définitif s'élève à 59 morts et à plus de 2 000 blessés. Sept députés de la majorité et de l'opposition interrogent le ministre Reynders à propos de la réaction de la Belgique, face à cette escalade de la violence.*

### LE PARLEMENT INTERROGE

---

Mme **Gwenaëlle Grovonius** (PS) regrette ce énième coup porté aux pourparlers de paix en vue de la création de deux États. Elle est outrée par la réaction déplacée exprimée par l'ambassadrice d'Israël en poste à Bruxelles après les incidents.

M. **Dirk Van der Maelen** (sp.a) dénonce le "terrorisme d'État" pratiqué par Israël qui tire des balles dum-dum sur des civils. Selon lui, dès lors qu'ils ont clairement pris parti, les États-Unis ne sont plus un partenaire fiable dans les négociations de paix. Il appelle l'UE à jouer un rôle plus actif.

Mme **Katrin Jadin** (MR) place tous ses espoirs dans l'enquête internationale du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et espère une réaction adéquate de l'UE, première partenaire économique d'Israël.

M. **Raoul Hedebouw** (PTB-GOI) stigmatise la réaction hypocrite de la communauté internationale. Des sanctions auraient depuis longtemps été infligées à tout autre pays réprimant sa propre population avec une telle violence. Pourquoi l'État d'Israël reste-t-il intouchable?

M. **Peter De Roover** (N-VA) est tout aussi choqué par les événements, mais appelle à se garder de toute condamnation hâtive. Il s'est déjà rendu à plusieurs reprises dans la région et demande que l'on soit attentif à l'état mental et psychologique particulier des populations israéliennes et palestiniennes. Compte tenu de sa position unique, l'UE pourrait peut-être aider à remédier à ces problèmes.

M. **Tim Vandenput** (Open Vld) s'associe aux condamnations de l'usage disproportionné de la violence contre des civils. Si les États-Unis se comportent comme un éléphant dans un magasin de porcelaine dans cette région explosive, l'UE doit assumer son rôle pacificateur et s'efforcer de ramener les parties autour de la table des négociations.

M. **Vincent Van Peteghem** (CD&V) n'est certes pas insensible à la situation difficile des Israéliens, mais celle-ci ne peut en aucun cas justifier les violations du droit humanitaire international. De son côté, le Hamas instrumentalise le sentiment de désespoir qui règne parmi la jeunesse palestinienne. Il est impératif que l'Europe sorte la population palestinienne de ce marasme!

### RÉPONSE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

---

Le ministre **Didier Reynders** déclare qu'en tant qu'État démocratique, Israël n'a pas le droit de faire usage, comme il l'a fait lundi dernier dans la bande de Gaza, d'une violence disproportionnée en autorisant son armée à tirer à balles réelles sur des manifestants. Cela n'exonère cependant ni le Hamas ni d'autres organisations de leurs responsabilités, dès lors qu'elles encouragent des adultes et même des enfants à franchir illégalement la frontière.

Le ministre souligne que la Belgique a immédiatement condamné avec la plus grande fermeté les violences commises et que les récents événements requièrent l'ouverture d'une enquête indépendante.

La Belgique doit œuvrer à l'émergence d'une position commune au sein de l'UE, sur la base de la solution de la création de deux États. Tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens, le retour à la table des négociations est la seule voie possible pour l'instauration d'une paix durable. Des décisions

unilatérales, telles que la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale d'Israël ou d'un État palestinien, sont à proscrire. Le ministre conclut en condamnant sans équivoque les déclarations de l'ambassadrice d'Israël en Belgique, qui a qualifié tous les manifestants de « terroristes » et a balayé d'un revers de la main la notion de réaction proportionnée.

## **LE DERNIER MOT REVIENT AU PARLEMENT**

---

Dans sa réplique, **Gwenaëlle Grovonius** souligne qu'il n'est possible de réunir deux États autour de la table des négociations que pour autant que deux États aient été officiellement reconnus.

De son côté, **Dirk Van der Maelen** s'offusque du fait que Peter De Roover n'ait apparemment pas souhaité s'associer à la ferme condamnation des violences commises. Les voix des électeurs juifs à Anvers pèsent-elles vraiment si lourd? **Peter De Roover** juge de tels propos scandaleux. La N-VA est entièrement disposée à accorder aux deux populations leur propre État, mais s'est-on rapproché d'un pouce de cette solution après les grandes déclarations d'aujourd'hui ?

**Katrin Jadin** conclut que, dans ce dossier particulièrement complexe, il n'existe pas de vérité intangible et qu'il importe, dès lors, de rallier le plus grand nombre de pays possibles à un même objectif et à œuvrer de concert.

Actions et reconnaissances unilatérales ne servent les intérêts d'aucune des parties ajoute **Tim Vandenput**. **Vincent Van Peteghem** considère qu'une diplomatie réfléchie est la seule option dans cette région névralgique. L'Europe unie doit porter le message qu'elle œuvre pour la paix et la stabilité.

**Raoul Hedebouw** se demande comment examiner un dossier en toute objectivité en l'absence totale d'égalité entre les deux parties. Alors que la colonisation israélienne fait mourir les Palestiniens à petit feu, la communauté internationale hypocrite observe sans broncher.

*[Flash d'information sur les questions orales posées en séance plénière. Après la séance, vous trouverez une version plus complète des interventions des divers orateurs ici : [tinyurl.com/y9scv4wf](https://tinyurl.com/y9scv4wf).]*